

qu'il s'agit d'augmenter les revenus, on constate souvent que les Canadiens et les Canadiennes se disent plus opposés à toute augmentation quelle qu'elle soit, en particulier à une augmentation des impôts, dans les sondages d'opinion, qu'ils ne le sont en réalité.

Les troisième et quatrième questions ont été analysées conjointement : quels moyens militaires le Canada peut-il et doit-il avoir? Quelles devraient être les grandes orientations de la politique à suivre dans ce domaine? D'une façon on ne peut plus claire et sans aucune équivoque, les répondants ont rejeté la solution des armes nucléaires pour le Canada. Seule une faible proportion des personnes interrogées, soit 14 p. 100, a indiqué que le Canada devrait équiper ses Forces armées d'armes nucléaires. Ce résultat est comparable à celui obtenu dans le cadre du sondage réalisé en 1985 par Radio-Canada, où un tiers environ des personnes interrogées ont déclaré envisager la possibilité que le Canada ait des armes nucléaires «sur son territoire». Il semble que la subtile distinction à faire entre le fait, pour le Canada, d'avoir de telles armes dans son arsenal ou d'avoir sur son territoire les armes nucléaires d'autres pays n'ait pas échappé au public canadien.

Toutefois, cette position anti-nucléaire ne se traduit pas automatiquement par une opposition au projet du gouvernement Mulroney d'acheter une flotte de sous-

marins à propulsion nucléaire. À la question : «Le gouvernement canadien a récemment fait part de son intention de faire l'achat de dix à douze sous-marins à propulsion nucléaire afin de permettre aux Forces armées de patrouiller les trois océans entourant le Canada. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous ce projet?», 55 p. 100 des personnes interrogées par l'ICPSI ont indiqué être favorables, voire tout à fait favorables. En fait, la proportion de ceux qui approuvent l'acquisition des sous-marins à propulsion nucléaire tout en se déclarant contre les armes nucléaires pour le Canada est à peu près équivalente à

celle des répondants qui sont contre les deux options (44 p. 100 contre 42 p. 100; voir le diagramme 2).

Ces deux positions sont tout de même interdépendantes : parmi la majorité de personnes en faveur d'une force nucléaire pour le Canada, la quasi-totalité d'entre elles sont aussi favorables aux sous-marins nucléaires. Par contre, celles qui sont contre les armes nucléaires et qui constituent la majorité sont, dans une large mesure, contre l'achat par le Canada de sous-marins à propulsion nucléaire. Il ne faut pas en conclure pour autant que le public canadien confond le concept de propulsion nucléaire avec les armes nucléaires en tant que telles; les résultats de sondages antérieurs montrent d'ailleurs peu d'exemples de pareille confusion. L'opposition vient surtout du fait que le Canada entrerait, en se dotant d'armes nucléaires, dans une sorte de «club nucléaire» exclusif.

Dans d'autres sondages où les questions étaient formulées différemment, l'acquisition par le Canada de sous-marins à propulsion nucléaire a semblé recueillir moins de suffrages favorables. Dans les questions posées par Radio-Canada et par le Centre canadien pour

le contrôle des armements et le désarmement, le rôle destiné à ces sous-marins dans les «trois océans» n'est pas mentionné, et on met plutôt l'accent sur les quelques milliards de dollars que va coûter le programme. Il semble que cette formulation contribue à faire tomber à 40 p. 100 environ ou moins le pourcentage de répondants qui sont en faveur de cet achat. Il faut dire cependant que la mention d'un coût a souvent pour effet de rendre tout achat beaucoup moins tentant. Il en va d'ailleurs de même pour la perspective d'une augmentation des impôts. Dans le cas de la proposition des sous-marins, il est évident, contrairement à ce qui se passe pour le budget de la défense en général, que l'opposition du public ne vient pas uniquement du prix élevé de l'achat envisagé.

Si le public canadien semble de toute évidence d'accord pour dire que les moyens de défense du Canada devraient être des moyens traditionnels, et non nucléaires, la question de savoir quelles devraient être les grandes politiques d'ensemble en la matière est loin, quant à elle, de faire l'objet d'un pareil consensus. Il est particulièrement surprenant de constater que les Canadiens et les Canadiennes ne sont pas particulièrement en faveur d'un recours par l'OTAN aux armes nucléaires, en cas d'attaque soviétique contre l'Europe occidentale, si les moyens de défense traditionnels devaient s'avérer inefficaces. Un tiers seulement d'entre eux sont en faveur de cette option, même si le recours en premier aux armes nucléaires est une des doctrines fondamentales de l'Alliance. Si la plupart des Européens sont, et on peut le comprendre, contre le recours en premier, on aurait pu s'attendre que le public canadien ait moins de scrupules relativement à l'utilisation d'armes nucléaires sur le territoire européen.

Tous ces résultats ne nous permettent pas vraiment de conclure que les Canadiens et Canadiennes sont antimilitaires; il n'y a même pas de quoi les qualifier de «non-militaires», si l'on entend par là qu'ils rechignent à garder en temps de paix le même budget de défense. On ne peut certainement pas dire de la population canadienne qu'elle est «non-militaire» uniquement du fait qu'elle manque de cohérence dans ses positions en matière de défense et de sécurité. En fait, il ressort de tous ces sondages que les Canadiens et les Canadiennes ont adopté, en matière de politique de défense, deux «logiques» auxquelles ils sont relativement fidèles. Ainsi, ceux qui sont en faveur d'une intensification de l'effort de défense sont également ceux qui préconisent, le cas échéant, une augmentation des impôts en vue de payer la note, un engagement plus marqué du Canada au sein de l'OTAN et l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire; ceux qui disent ne pas être en faveur de l'une ou l'autre de ces initiatives ont tendance à rejeter aussi les autres initiatives.

Mais la chose la plus intéressante à relever est peut-être le fait que les Canadiens et les Canadiennes continuent de croire à l'OTAN et aux armes conventionnelles, et ce même si la conception traditionnelle de l'ennemi a considérablement changé et que l'on ne perçoit plus de menace immédiate. Étant donné qu'elle n'a aucun fondement psychologique, cette conviction pourrait facilement s'évaporer. Dans ce cas, il est possible que le prochain gouvernement se trouve confronté à un sérieux problème : comment faire en sorte que le public canadien continue d'appuyer le programme de défense, alors que les relations entre les superpuissances sont en train de s'améliorer et que l'on enregistre, dans le domaine des relations Est-Ouest, de nouveaux progrès qui pourraient déboucher sur une réduction des stocks d'armes conventionnelles et nucléaires. □

Diagramme 2

Le Canada devrait doter ses Forces armées d'armes nucléaires – *vraiment en désaccord, en désaccord, d'accord, vraiment d'accord.*

Le gouvernement canadien a récemment fait part de son intention de faire l'achat de douze sous-marins nucléaires (SPN), afin de permettre aux Forces armées de patrouiller les trois océans entourant le Canada. Approuvez-vous ou désapprouvez-vous ce projet – *désapprouve complètement, désapprouve, approuve, approuve complètement.*

